

DES INDUSTRIES CHIMIQUES

SOMMAIRE

L'EDITO 3

LES LUTTES 4-5

Michelin
Smurfit Kappa Bib

INFLATION 7-8

Il faut à nouveau
augmenter les salaires !

LE DOSSIER 9-17

Dans un pays
comme CUBA...

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 19

des syndicats de la
FNIC-CGT le 6 septembre

RETRAITES 20-21

Pour la CGT, c'est
toujours : 60 ans !

18ÈME CONGRÈS DE LA FSM 22-23



LE DOSSIER



DANS UN PAYS COMME CUBA...



VOUS INFORMER SUR LA PROTECTION SOCIALE

En tant qu'**employeur, délégué syndical d'entreprise** ou **partenaire social de branche**, vous négociez et pilotez un contrat de complémentaire santé ou de prévoyance.

Vous souhaitez mieux comprendre l'environnement et l'actualité de la protection sociale, les initiatives prises en matière d'action sociale et de prévention de la part de KLESIA et ses partenaires. Vous voulez retrouver facilement la façon dont la santé et la prévoyance se déclinent dans votre branche ? Avec **KLESIA Pro Social** c'est dorénavant possible.

KLESIA Pro Social, c'est quoi ?

C'est une application mobile reliée à un site internet qui réunit **une veille réglementaire, des fiches techniques** afin de retrouver et partager facilement les notions de base, un **espace dédié aux adhérents des fédérations patronales et syndicales de chaque branche** dont KLESIA est partenaire.

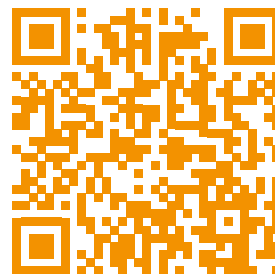
Comment y accéder ?

- Vous pouvez **télécharger l'application** à partir d'un smartphone Apple ou Android.
- Vous pouvez également **consulter le contenu de l'application** et effectuer vos démarches d'accréditation de l'espace dédié aux branches **à partir du site internet suivant : <https://www.klesiaprosocial.fr/>**

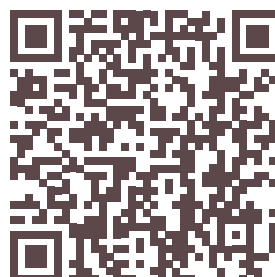
Pour accéder à l'espace branches, cliquez sur celle qui vous intéresse, inscrivez-vous en remplissant le formulaire proposé en précisant le nom de votre entreprise, la fédération patronale ou syndicale dont vous dépendez et la branche à laquelle vous souhaitez accéder. Vous recevrez un mail dès que nous aurons effectué votre accréditation.

**Télécharger dès à présent
l'application via**

Pour Apple



Pour Android



- Prenez le QR Code en photo avec votre smartphone
- Pensez à installer une application de lecture des QR Code au besoin
- Et en cas de difficulté, n'hésitez pas à contacter l'assistance KPS à l'adresse suivante : assistance.KPS@klesia.fr

NUAGES NOIRS EN VUE : donnons de la clarté !



vec la nomination d'Elizabeth Borne Première ministre, présentée sans rire par les médias comme une "femme de gauche", on peut être assuré que Macron le (nouveau) Président des riches va intensifier la politique qu'il nous a fait subir depuis cinq ans.

Dans la continuité du premier mandat Macron, rappelons que Borne, c'est, malgré la longue grève des cheminots, l'ouverture à la concurrence (lire « le début de la privatisation ») de la SNCF quand elle était au Ministère des Transports. C'est aussi une double condamnation de la France pour « inaction climatique » quand elle était au Ministère de la Transition écologique. C'est ensuite le passage en force de la réforme de l'Assurance-chômage quand elle était Ministre du Travail, diminuant ou supprimant les indemnités de plus d'un million de chômeurs ! Borne a déjà détruit une bonne partie de notre modèle social.

Actrice du mandat qui vient de s'achever, elle ne fait pas partie de la solution, elle fait partie du problème !

Les législatives des 12 et 19 juin sont dans ce sens un enjeu important. La confirmation d'une majorité, même relative, au camp du capital serait un avis de tempête sur nos garanties collectives et nos conquits sociaux.

Comme pour la présidentielle, notre Fédération appelle à voter pour des candidates et des candidats dont le programme est le plus proche de notre programme revendicatif, en conséquence à gauche du PS. Que celui-ci ait rejoint la formation NUPES ne changera rien à l'analyse.

Et en même temps, soyons conscients que, sans les luttes, aucun gouvernement, même estampillé « de gauche » ne saurait résister longtemps à la pression de la classe dominante pour s'opposer à la transformation sociale et écologique que nous appelons de nos vœux, et que nous avons le devoir d'organiser.

Ce qui est le plus probable en revanche, ce sont les attaques frontales contre nos retraites, le développement de la précarité, les pertes de pouvoir d'achat, la destruction de notre Sécurité sociale et de nos services publics, prétendument pour « s'adapter » dans une société qu'on nous dit être en transformation constante, mais qui présente, comme impressionnante continuité, une classe dominante qui s'enrichit toujours plus, au détriment du plus grand nombre.

Le capitalisme est archaïque. C'est une impasse dont nous devons sortir, non pas en lançant des slogans, ni en tweetant des commentaires vengeurs, encore moins en se compromettant à signer sans mandat des tribunes avec des sociaux-traîtres, comme l'a fait entre les deux tours le Secrétaire général de la CGT, mais en construisant méthodiquement la riposte sur le terrain des luttes.

**La mobilisation du monde du travail est la réponse moderne
à la société profondément inégalitaire dans laquelle nous vivons.
Et ce sont les militantes et militants de la CGT qui peuvent et doivent la mettre en œuvre.**



EN GRÈVE POUR LES SALAIRES CHEZ MICHELIN

En grève pour les salaires chez Michelin, les salariés étaient dans la lutte du vendredi 13 mai au lundi 16 mai pour exiger la réouverture immédiate des négociations salaire. En grève pour dire stop aux pillages des richesses par les parasites que sont les actionnaires. Il n'est pas acceptable de voir que ces efforts garantissent jouissance et opulence aux actionnaires et misère aux salariés. Ce n'est pas avec l'aumône des 2 % d'augmentation générale en décembre 2021, alors que l'inflation était déjà à 2,8 % et à plus de 5 % aujourd'hui, que nous pouvons vivre. Nous sommes dans la survie au maximum pendant que les spéculateurs, eux, vont se partager 44 % du bénéfice. Ils vont nous voler 811 millions d'euros ! Notre revendication : aucun salaire en dessous de 2 000 € et s'aligner sur la grille fédérale, soit une augmentation de 450 € pour tous les salariés, ne réclamerait qu'à peine 160 M€.

- 450 € X 17 000 salariés X 60 % de cotisations X 13 mois = 159,12 M€

159,12 millions € à prendre sur les 811,8 millions € qui seront reversés aux actionnaires, cela représentera à peine 19,81 % et ne devrait pas pour autant les envoyer à la soupe populaire.

**L'AVENIR APPARTIENT
À CELUI QUI LUTTE,
CELUI QUI NE LUTTE PAS
A DÉJÀ PERDU... ■**

MOBILISATION QUASI TOTALE DES SALARIÉS POSTÉS CHEZ SMURFIT KAPPA BIB

La première réunion Nao qui a eu lieu début février dans le groupe Smurfit Kappa aurait pu laisser présager des NAO paisibles, la direction générale laissant filer la garantie de l'inflation de 2021 sans forcer, en moyenne 1 % rétroactif à janvier et payé en avril.

La publication des chiffres par le groupe courant février pouvait laisser croire monts et merveilles aux rêveurs !!! laisser croire à un éventuel partage des richesses.

Ce n'est pas connaître la politique de Smurfit et sa définition du mot partage.

La seconde réunion remettant l'esprit de chacun à sa place, ce fut expéditif, la délégation CGT de SK France revendiquant un talon de 120 euros et 100 euros de plus sur la prime Vacances. Après quelques heures de revendications, les négociations étaient devenues stériles.

La CGT en était rendue à revendiquer un talon de 80 euros en avril + 1 talon de 20 euros en août et 60 euros de PV. Quant à elle, la DG faisait le fond de ses poches proposant 1,5 % en septembre et 35 euros sur la prime Vacances. La délégation CGT, face à ce mépris, quittait la table des négos.

La communication début Avril de Tony Smurfit sur l'excellent 1^{er} trimestre 2022, faisant suite à une année 2021 extraordinaire, relançait l'espoir pour les salariés.

L'acte 3 étant prévu pour le 14 avril 2022, la direction générale prenait le temps, entre ces 2 actes, pour mettre en place des quêtes pour aider les victimes de la guerre en Ukraine, promettant de multiplier les mises des salariés par 2.

Smurfit communiquait également sur le don de 1 million d'euros par le groupe, toujours pour l'Ukraine.

La communication était faite, les salariés avaient bien compris que Smurfit préférerait soigner son image que de récompenser ceux qui créent la richesse.

Et pourtant, il y a largement de quoi répondre aux revendications que la CGT porte sans mettre le groupe en péril.

Mais cette DG préfère laisser les travailleurs dans l'inconfort, des salariés vulnérables, qui sont obligés de travailler plus pour avoir plus avec des heures supplémentaires, cela afin de venir gagner ce qui leur manque pour que leurs familles mangent à leur faim.

**S
E
T
I
T
U
T
S
E
T**

TITRES

Le 14 février, 3^{ème} réunion de NAO, 9 h du matin, début des négos, la délégation CGT met la pression sur la direction Smurfit en l'informant qu'elle était en contact avec tous les sites Smurfit. 11 h du matin, suspension de séance par la CGT, objet "communication avec les sites".

Proposition de la DG : 2,2 % et 25 euros de PV.
La décision est prise, les 21 sites où la CGT est représentée s'arrêtent.

Sous la pression des salariés, la direction générale faisait une ultime proposition à 17h30 : 1,5 % en mai 2022, un talon de 20 euros (1 %) en juillet et 0,5 % en octobre 2022 et 35 euros sur la prime vacances.

Une réunion de revoyure pour l'inflation en novembre 2022.

Le syndicat CGT Smurfit Kappa Bag in box se réjouit de la mobilisation des travailleurs de SK BiB, 90 % de la production, 95 % de la logistique, des 1^{ères} grèves pour certains, de nouvelles grèves pour d'autres, de nouveaux services en lutte, au delà de l'aspect financier, la solidarité s'est renforcée, le travail syndical a payé !!! ■



INFLATION :

IL FAUT A NOUVEAU AUGMENTER LES SALAIRES !



La crise n'existe pas pour les actionnaires

On le voit dans les résultats des grands groupes du CAC 40 et aussi au niveau mondial, des centaines de milliards sont déversés dans les poches d'une poignée d'ultrariches. Mais pour qu'ils gagnent cet argent, il faut bien qu'ils le volent à quelqu'un !

N'oublions pas les promesses au monde du travail du candidat Macron, devenu depuis le Président des riches pour cinq ans de plus : son gouvernement va appliquer un **« plan de résilience »** pour faire face à la situation économique, dont il attribue la cause à la Russie, mais qui est en réalité bien plus large. Plan de résilience, ça signifie **austérité maximum !**

Le projet de recul de l'âge de la retraite est déjà ficelé, **il va falloir se battre puissamment contre !** Une des étapes nécessaires pour empêcher la dégradation de nos conditions de vie et en gagner de meilleures, est d'élire des députés de gauche. Ça tombe bien, les partis correspondants ont trouvé un accord électoral pour les législatives, ce qui va simplifier le choix pour le monde du travail.

Mais en attendant, une **urgence** de plus en plus pressante s'impose à tous : faire face à **l'inflation** qui, pour beaucoup de familles, représente une **précarité** financière et des fins

de mois difficiles compte tenu de l'explosion des **dépenses contraintes** : alimentation, loyer ou prêt immobilier, dépenses incompressibles de transport, d'énergie, etc.

Entre novembre 2021 et mars 2022, les prix à la consommation ont officiellement progressé de 2,65 %. Conformément à la loi, le niveau du SMIC a augmenté de la même proportion, soit + 2,65 % au 1^{er} mai. Il s'élève désormais à 1 645,58 euros brut mensuels, soit 91 euros brut de plus qu'il y a un an.

Cette évolution automatique place de nouveau les **premiers coefficients** de la plupart des grilles salariales de branches professionnelles **en-dessous du SMIC**. C'est le cas dans la **totalité des Conventions collectives** couvertes par la FNIC-CGT, depuis le pétrole jusqu'aux Officines de pharmacie, où ce ne sont pas moins de 14 premiers coefficients qui se retrouvent en-dessous du SMIC !



« La France est entrée dans une économie d'inflation durable », reconnaît Roux de Bézieux, président du MEDEF. Pour une fois, la FNIC-CGT a la même analyse que lui.

Contrairement à ce que les médias de propagande répètent en boucle, **la hausse constante des prix** n'est pas due à la guerre en Ukraine, encore moins à un virus. Elle provient du mode de production capitaliste, qui organise la rareté des produits et la **concurrence mondialisée** entre les salariés.

La réponse du monde du travail à la hausse des prix, c'est l'augmentation des salaires !

- ➔ Dans les branches professionnelles, les négociations salaire doivent être réouvertes.
- ➔ Dans les entreprises, dans les groupes, que chaque syndicat CGT fasse son calcul, y compris là où des accords salaire viennent d'être signés par la CGT : combien les travailleurs perdent-ils chaque mois avec l'inflation, même en intégrant les dernières mesures salariales en date ?

Les salariés ne peuvent pas attendre la date de la prochaine « NAO » pour « espérer » des miettes sur leurs salaires.

La « pratique » des NAO, une négociation par an (pas davantage) sur les salaires a été instaurée par les patrons.

Ce calendrier factice ne peut plus être appliqué aujourd'hui, au vu de l'inflation galopante !

Il faut rouvrir les négociations salariales dans les entreprises.

Et ces réouvertures, qui commencent à être envisagées un peu partout, ce sera aux salariés de les imposer. Le patron ne le fera pas spontanément.

Du salaire, vite !

Les factures ne se payent pas au moment de la NAO, mais tous les mois.

Il est urgent et important d'interpeller les travailleurs et les travailleuses pour une mobilisation sur les salaires !

PARTOUT, RÉOUVERTURE DES NÉGOCIATIONS SALAIRE !

Construisons le rapport de forces nécessaire pour l'imposer aux directions des entreprises et dans les Conventions collectives !

CIDECOS

DIFECOS

Expertises

*Depuis 45 ans
un outil **militant**
au service des CSE
et des syndicats*



*Expertises **SSCT***

risques graves, PSE, expertise projet



*Expertises **Économiques***

Analyse Economique et Financière, politique sociale , droit d'alerte



Formations des élus

www.cidecos.com

DANS UN PAYS COMME CUBA...



La Fédération a toujours laissé une place très importante à l'activité internationale afin d'être ouverte sur le monde et pouvoir gagner les combats internationalistes qui construisent la puissance des peuples.

Si dans quelques-uns de nos syndicats ces questions internationales ne sont pas la priorité, ils devraient regarder et comprendre que la mise en concurrence des salariés commence dès la création de richesse associée à la recherche constante de rentabilité et des profits privés. Tout est basé sur la société marchande où notre idéologie de la réponse aux besoins du peuple est jetée en pâture au capitalisme dévorant tous les secteurs, surtout de la santé, de l'énergie, des services publics etc...

Il est très important de commencer ce dossier par cette vision de la société de consommation, libérale et marchande dans laquelle nous vivons, afin de comprendre, de connaître et de voir qu'un autre choix de société est possible.

La Fédération a comme chaque année, défini un programme international comportant et associant des coopérations, des conventions de formations et des solidarités. La décision s'est donc arrêtée sur une délégation de 5 Camarades à destination de Cuba afin de pouvoir mettre en place des projets solidaires pouvant être considérés comme infimes au vu des besoins créés et amplifiés par le blocus de l'impérialisme étatsunien mais non moins utiles au peuple cubain.

Le choix de la date d'un tel voyage international ne se fait pas dans le sens du vent mais au contraire, il est bien réfléchi et, pour Cuba, il n'y a pas eu trop de débat pour que cette date prenne en compte le 1^{er} mai, Journée internationale des Travailleurs. De même, l'importance de la délégation, 5 secrétaires fédéraux, était un message fort envoyé en réponse à l'invitation de la CTC.

29 AVRIL

Mais, avant de faire la restitution de notre incroyable participation au 1^{er} mai, **nous avons dès le 29 avril, lendemain de notre arrivée, commencé à déployer notre programme de solidarité envers le peuple cubain et cela a commencé par la remise de valises pleines de médicaments à destination de l'hôpital pédiatrique Juan Manuel Márquez à La Havane.**

Cet hôpital, dont la construction débuta en 1956 deviendra un symbole très fort de la Révolution car il sera opérationnel dès la mise en place, en 1960, du blocus et Fidel Castro en fera une priorité pour aider le peuple cubain.

Depuis 1959, Cuba a fait de la santé une priorité nationale en mettant en place un système public, universel et gratuit, subordonnant les considérations économiques à l'impératif de santé publique, avec un investissement annuel représentant la part la plus importante du budget national. Basé sur la prévention et le concept de « médecin de famille », il a permis à la population de l'île de jouir d'un niveau de protection sanitaire unique, comparable à celui des pays les plus développés.

C'est cet état d'esprit, où la médecine est un droit pour tous, qui nous rappelle le principe fondateur de notre Sécurité sociale issue du CNR où, « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ».

Nous avons pu constater que l'effet du blocus de l'impérialisme étatsunien et de ses alliés dont la France était bien plus important que nous ne pouvions l'imaginer. Le terme de blocus est tellement banalisé en dehors de ceux qui le vivent au quotidien, qu'il est effroyable lorsque nous sommes devant la réalité de ce qu'il représente sur le sol cubain. Comment réussir à soigner quand les médicaments n'arrivent pas, quand le matériel médical n'arrive pas, quand la matière première pour élaborer des vaccins n'arrive pas à temps pour sauver des vies, **nous comprenons tout de suite que ce blocus est à visée génocidaire.**



Alors, certainement que deux très grosses valises remplies de médicaments peuvent paraître dérisoires au vu du manque énorme dont ils nous ont fait part, mais c'est avec fierté, ne laissant jamais apparaître le moindre défaitisme ou découragement, bien au contraire, qu'ils nous font partager leur envie de s'en sortir. Ils mettront toujours un point d'honneur à créer, à trouver la solution pour ne jamais donner raison aux effets néfastes et dévastateurs de cet embargo étatsunien qui, rappelons-le, est bien génocidaire.

Pour information, en 1998, Fidel Castro a reçu la Médaille d'or de la Santé pour Tous de l'Organisation Mondiale de la Santé.



Après cette matinée très riche en émotion et en décisions politiques mettant en place une stratégie de lutte pour ne pas renoncer face au blocus, nous nous préparons pour aller débattre et mettre en place une solidarité dans un syndicat du pétrole.

29 AVRIL

Rencontre du syndicat du pétrole de la raffinerie CUPET à La Havane. Ce syndicat nous avait fait savoir, lors de précédents échanges, la nécessité de rénover et mettre en place une salle de formation, pour former les salariés sur la santé et la sécurité concernant le travail en hauteur et en milieu hyperbare, avec mise en pratique.



Poste de travail à aménager pour exercices de mises en situation.

Hormis la volonté d'échanger sur des modules de formation concernant la législation, les théories et les pratiques dans ce mode de travail, il fut aussi question de financer l'achat de matériel et d'instruments pour garantir la bonne formation des salariés.

Beaucoup de débats sur la difficulté de pouvoir obtenir ce matériel et une volonté du Syndicat de mettre en place une coopération avec notre champ professionnel du pétrole.

Nous avons rencontré les responsables de l'entreprise nationalisée, gouvernée par des salariés syndiqués, mis en place par des commissions de salariés syndiqués. Nous avons bien sûr rencontré les responsables du syndicat pour échanger et comprendre le fonctionnement du service des relations humaines de l'entreprise qui, sans aucun problème, était à la réunion et faisait partie intégrante du Syndicat.

Au sujet des salaires et de l'égalité professionnelle Femme et Homme. Nous avons pu constater que sur les 14 responsables présents il y avait 13 femmes. La directrice est une jeune femme de 34 ans, mise à ses fonctions par la commission précédemment évoquée.

En toute transparence, les salaires sont d'une égalité parfaite entre les femmes et les hommes puisqu'ils sont arrêtés par les commissions mises en place. Comme depuis notre arrivée, beaucoup de partage, de débats et ils ont bien sûr remarqué que nous étions très demandeurs sur les questions d'égalité professionnelle. Voir autant de femmes en responsabilité syndicale et professionnelle est une évidence pour eux, mais cela confirme le long chemin qu'il nous reste à parcourir.

La rencontre du syndicat du pétrole se termine par la visite du centre de formation.



Mais la journée n'est pas encore terminée. A 17h30 nous partons pour partager un projet solidaire d'une entreprise de fabrication de bottes en Chlorure de Polyvinyle PVC.



Nous retournons à la Havane pour une entreprise mixte du secteur du caoutchouc. Mixte sous-entend qu'elle est détenue par une personne morale et sous contrôle de l'État. Contrôle de l'État assuré par des délégués affiliés au parti communiste et à la CTC.

Cette visite pouvait se finaliser par une solidarité financière pour améliorer la fabrication de bottes en caoutchouc, plutôt **en Chlorure de Polyvinyle PVC, car elle associe le recyclage du plastique et du caoutchouc.**

Pour comprendre le fonctionnement et le but de cette entreprise, il nous faut d'abord sortir de notre schéma occidental capitaliste de ce qu'est une entreprise. Ce n'est pas une solidarité pour alimenter une entreprise marchande mais bien une entreprise qui apporte sa contribution à la réponse aux besoins des salariés.



Nous visitons donc l'entreprise, installée dans des bâtiments en tôle ondulée, qui emploie 14 salariés au total. Malgré des conditions de travail sommaires, les salaires perçus sont au-delà de la moyenne nationale, qui se situe aux alentours de 3 500 pesos cubains. Les salaires pratiqués dans cette entreprise sont de l'ordre de 4 000 à 7 000 pesos cubains. Au change officiel, c'est 25 pesos pour un euro.

La demande de solidarité débattue sur place avec le responsable, se retrouve dans l'achat d'un additif à ajouter aux matières issues du recyclage afin de rendre la botte souple après refroidissement. Sans ce produit, la botte en Chlorure de Polyvinyle PVC devient dure et n'est de fait pas très agréable à porter. Ces bottes ne sont pas faites pour alimenter un marché de consommation ou de mode mais pour équiper les travailleurs de l'industrie et des services publics.

Nous avons reçu le devis de l'achat de l'additif. Pour une année de production à 100 bottes par jour, 10 000 € sont nécessaires pour l'achat de ce produit. La FNIC-CGT va s'engager pour 5 000 € au titre des solidarités. La Fédération va interpellé ses syndicats qui voudraient participer à financer directement les 5 000 € restants.

Les syndicats de la branche du caoutchouc solidaires de cette activité ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils allaient, par le biais des fonds des coordinations ou des syndicats, s'inscrire dans ce projet à taille humaine qui pourra être suivi du début à la fin. Mais la solidarité à ce projet n'est pas exclusivement réservée à la branche du caoutchouc, tous les syndicats de la FNIC peuvent participer !





30 AVRIL



La journée du 30 avril a été consacrée au débat dans une entreprise nationalisée de l'énergie électrique avec prise de parole du Secrétaire général de la FNME qui a associé notre Fédération dans son intervention.

Le rapport faisait état de l'importance des échanges et de la solidarité envers Cuba et des difficultés que nous rencontrons dans notre syndicalisme CGT de lutte de masse et de classe. Il sera aussi question des élections présidentielles en France, avec nos choix de ne porter ni choléra ultralibéral, ni peste identitaire.

L'après-midi, tenue d'une conférence internationale sur les coopérations entre les pays Amis de Cuba.



1ER MAI

S'il est une chose dans notre vie militante qu'il faut vivre c'est bien le 1^{er} mai à Cuba !

Le 1^{er} mai à La Havane ne nous laissera pas indifférent et restera gravé dans nos mémoires comme un moment de la vie militante que nous souhaitons à chacun de vivre. Tous ceux qui ont eu la chance d'y participer en sont revenus avec l'expression « il faut vivre au moins une fois cela dans sa vie » et pour la délégation qui posait pour la première fois le pied sur le sol cubain, il n'y aura pas de mot assez fort pour exprimer le ressenti d'une telle journée. **Ce fut vraiment la FÊTE INTERNATIONALE des Travailleurs en tous points dans une dimension, une proportion, que nul ne peut imaginer.**



Pour commencer, afin de pouvoir nous rendre aux sièges réservés aux Organisations internationales invitées pour le 1^{er} mai, il a fallu mettre le réveil à 2h00 du matin. Sommes-nous, ou serions-nous prêts à demander aux camarades de se lever à 2h00 du matin pour préparer le 1^{er} mai ou toute autre manifestation ? Cela en dit très long sur le gigantisme et l'implication de chaque Cubain dans la préparation de cette fête internationale du travail à Cuba.

C'est une arrivée sur place vers 3h30, des bus sans interruption, des Camarades, avec drapeaux et couleurs, dans la joie, qui se plient à la fouille et aux portiques puis qui se dirigent vers les tribunes mises en place pour les invités.

En parallèle, depuis 4h00, les Syndicats cubains, le peuple cubain affluent et se positionnent sur la grande rue qui mène à la Place de la Révolution José Martí. Certains sont même arrivés la veille au soir. Ils y resteront pendant toutes les prises de parole qui débiteront à 7h30.



Environ 1 600 Amis de Cuba, représentants de 68 pays et organisations syndicales solidaires du monde étaient également présents sur la Place de la Révolution de La Havane.

Voici un extrait du discours du Camarade Ulises Gularte de Nacimiento en présence de Raúl Castro et du président de la République de Cuba Miguel Díaz-Canel :



**Ulises Gularte de Nacimiento
Secrétaire
général de la
CTC**

« En ce 1^{er} mai, nous marchons en blocs compacts et colorés avec la conviction que nous, les travailleurs, nous serons toujours prêts à lutter pour Cuba, pour notre patrie ».

«Ce défilé constitue aussi une expression de soutien au modèle économique et social que nous avons choisi pour construire une nation prospère durable, et ce processus est irrévocable.»

Il a souligné l'importance stratégique des accords du 7^{ème} Congrès du Parti pour le présent et pour l'avenir du pays, en ratifiant le soutien des syndicats à ces accords.

« C'est de l'analyse que nous ferons dans chaque lieu de travail qu'émergera la contribution des ouvriers à la construction du consensus autour de ces accords et que réussira leur mise en œuvre »,
« La lutte pour la paix, la fermeté idéologique, l'efficacité dans la création de richesses, la qualité dans la production et les services, l'intégralité des enchaînements productifs, la diminution des importations et la création de produits exportables figurent aujourd'hui parmi les principales missions des travailleurs pour propulser le pays vers l'avant »,

Voici quelques dates marquantes évoquées par le Secrétaire général de la CTC, Ulises Gularte de Nacimiento :

- le 55^{ème} anniversaire de la campagne d'alphabétisation,
- le 60^{ème} anniversaire du débarquement du yacht Granma,
- le 90^{ème} anniversaire du leader de la Révolution cubaine Fidel Castro Ruz.

Le Secrétaire général de la Centrale des Travailleurs de Cuba a profité de l'occasion pour condamner les manœuvres orchestrées contre les gouvernements de gauche et progressistes en Amérique latine, notamment contre le Venezuela et le Brésil, « des manœuvres qui se sont également intensifiées ces derniers temps en Équateur, en Bolivie, au Nicaragua et au Salvador ».

Ulises Gularte de Nacimiento a rappelé qu'en vertu d'un acte souverain, Cuba a rétabli ses relations avec les États-Unis, avant de souligner qu'une normalisation sera impossible tant que le blocus économique, commercial et financier exercé contre ce pays persistera, et tant que le territoire illégalement occupé par la base navale de Guantanamo ne sera pas restitué.

Le Secrétaire général de la CTC a exprimé sa gratitude à tous les amis solidaires qui accompagnent ce défilé, et il a réaffirmé son message de solidarité envers les travailleurs qui, dans le monde, sont réprimés pour avoir osé réclamer le respect de leurs droits les plus élémentaires.



« Quelles que soient les circonstances, nous continuerons de lutter contre les inégalités, l'injustice, pour la dignité et le bien-être des travailleurs.

Marchons animés de la foi la plus inébranlable dans la victoire », a déclaré Ulises Gularte de Nacimiento. Le défilé de La Havane a été ouvert par les travailleurs du syndicat de l'éducation, suivis de ceux des syndicats de la santé et du secteur de la construction. Viva Cuba Libre !!!

Nous ne pouvions qu'adhérer à ce discours empreint de courage, de résistance et de lutte contre l'impérialisme tout en proposant et démontrant qu'un autre choix de société est possible.

Que d'émotion à voir la ferveur des 760 000 manifestants s'appropriant les 40 mètres de large de la grande rue menant à la place de la Révolution. 760 000 Camarades cubains et cubaines qui attendaient depuis 4 ou 5 heures du matin pour défiler dans la joie et la bonne humeur. Une sensation de bonheur, de fierté impossible à retranscrire par l'écriture tellement le sentiment restitué par l'énergie du peuple cubain est fort totalement dans les orientations, les idées proposées et portées dans les prises de parole.

Entendre les médias du Capital parler d'une contre-révolution, d'un peuple asservi au socialisme, n'ayant que la peur, dont l'issue serait l'obligation de venir manifester sous peine de sanction et de répression...

Reprenons la 1^{ère} phrase de la prise de parole d'Ulises Gularte de Nacimiento : « En ce 1^{er} Mai, nous marchons en blocs compacts et colorés avec la conviction que nous, les travailleurs, nous serons toujours prêts à lutter pour Cuba, pour notre patrie ».

Des chiffres annoncés sans aucune différence entre la police et les organisations syndicales puisque la police faisait partie des **760 000 manifestants à La Havane et des plus de 6,5 millions de participants sur toute l'île de Cuba, sur 11,33 millions de Cubains.**

Vous comprendrez que, pour les membres de la délégation de la FNIC-CGT, qui participaient tous pour la 1^{ère} fois à la fête internationale des travailleurs à Cuba, qu'ils seront, comme tous ceux qui les ont précédés, marqués à vie d'une telle expérience.

Le 1^{er} mai après-midi fut un moment de détente, nous avons été invités par les Camarades de la CTC à leur centre de loisirs. La notion de bien-être et de richesse humaine est parfaitement prise en compte dans les orientations des Camarades cubains et cubaines.

02 MAI

Conférence internationale avec la présence du Président de la République de Cuba Miguel Díaz-Canel, le ministre des Affaires étrangères et le Secrétaire général de la CTC, pour ne citer qu'eux, car des médecins, professeurs et responsables d'Organisations étaient aussi présents à la tribune.

À cette conférence, nous étions 1 072 participants venus de 60 pays et représentant plus de 200 Organisations. Nous ne pouvons qu'être admiratifs devant autant de pays venus saluer et soutenir la révolution cubaine.

Partager et être solidaire de Cuba aux quatre coins du globe, afin de pouvoir dénoncer l'entrave, le génocide perpétré par le blocus de l'impérialisme Étatsunien.

Cuba, qui résiste depuis plus de 60 ans en faisant de sa première revendication le choix d'un modèle de société apportant la réponse aux besoins du peuple, qui se nomme le socialisme. Une société qui se construit sur l'appropriation des moyens de production et combat le système libéral, marchand donc de propriété privée. Tout est à mettre au bénéfice du peuple. Tout n'est pas parfait mais ne tend qu'à aller dans ce sens.

Une conférence alimentée par des interventions, des graphiques détaillés par des médecins, des professeurs faisant état, malgré le manque de moyens récurrents, de leur médecine de pointe et de proximité. **Un pays qui malgré ses grandes difficultés était en avance sur le vaccin de la Covid, sur des vaccins contre le cancer du poumon, le vaccin pour stopper la transmission du sida entre la mère et l'enfant.**

L'Organisation Mondiale de la Santé l'a officiellement annoncé, Cuba devient le premier pays au monde où une mère ne transmettra plus le virus du sida et de la syphilis à son enfant grâce à un accès universel aux antirétroviraux. Une avancée porteuse d'espoir pour les 1,4 million de femmes infectées par le sida qui sont chaque année enceintes dans le monde. Un pays qui n'hésite pas à envoyer des brigades médicales dans tous les pays qui en ont besoin, sans être dans une politique libérale et marchande.

Comment une nation représentant 0,001 % de la population mondiale est-elle devenue le leader de la solidarité médicale internationale ?

Chaque quartier a son dispensaire, docteur et infirmière mais encore une fois leur action reste limitée par le manque de moyens dû au blocus. Les interventions des pays invités, pour beaucoup faisant partie des Caraïbes, ont salué cette résistance et cette faculté à répondre aux enjeux politiques et sociaux.



Dans l'intervention du ministre des Relations extérieures de Cuba, Bruno Rodriguez, et reprise dans la conclusion du Président Miguel Díaz-Canel, une information de la plus haute importance a fait réagir la salle. Voici quelques extraits de la déclaration du ministre des Relations extérieures de Cuba :

«Je me dois de dénoncer le fait que le gouvernement des États-Unis a décidé d'exclure la République de Cuba de la préparation du 9^{ème} Sommet des Amériques, qui aura lieu à Los Angeles du 8 au 10 juin, et qu'il exerce actuellement une pression extrême sur de nombreux gouvernements de la région qui, en privé et avec respect, s'opposent à une telle exclusion...

En ce qui concerne Cuba, le gouvernement des États-Unis a maintenu le blocus renforcé à des niveaux extrêmes pendant la pandémie et il s'en est servi comme d'un allié tactique. Le blocus a empêché l'arrivée à Cuba et l'acquisition de respirateurs pulmonaires aux moments de la plus forte demande. Il a entravé l'acquisition de matériel et de fournitures essentiels pour la production industrielle des vaccins cubains contre la COVID et il a été clairement établi durant les jours de la crise d'approvisionnement d'oxygène dans notre pays, au plus fort de la pandémie, à la suite d'une panne de notre usine principale, qu'importer de l'oxygène des États-Unis exigeait une licence spécifique pour respecter les exceptions du blocus.

Cuba n'a jamais reçu d'offre du gouvernement des États-Unis en relation avec la pandémie. Cela n'est pas surprenant, car l'application impitoyable et cruelle du blocus dans le domaine de la santé a été l'un des éléments les plus contestables et les plus notoires du blocus contre Cuba.

Nous nous opposons à l'exclusion de tout pays ou à la participation de représentants illégitimes imposés par le gouvernement des États-Unis. Ce gouvernement devrait comprendre que la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a changé à jamais, et qu'il n'y a pas de place pour le rétablissement de la doctrine Monroe et de la vision pan-américaniste contre laquelle José Martí a lutté

et contre laquelle nous continuerons à lutter, avec fermeté et loyauté.

Cuba, qui défend fermement l'unité dans la diversité de notre Amérique, est aujourd'hui profondément reconnaissante aux peuples et aux gouvernements qui maintiennent une position courageuse, digne et solidaire, en exigeant du gouvernement des États-Unis que Cuba ne soit pas exclue du 9^{ème} Sommet des Amériques ».

Voilà, tout est dit dans les extraits de cette intervention du ministre des Relations extérieures. Vous comprendrez que, quand nous employons le terme génocidaire, nous n'exagérons pas mais qu'il est malheureusement bien approprié à la situation que vit le peuple cubain. Une journée très riche en échanges politiques.

03 MAI

Le 3 mai au matin fut réservé à la rencontre des secrétaires généraux des Mines Energie et du Transport, secteurs qui sont rattachés à l'industrie comme nos 11 branches professionnelles ainsi qu'avec la Camarade en charge de relations internationales de la CTC dans les locaux de la CTC.

Nous avons pu établir la convention de formation pour les salariés du pétrole sur les conditions de travail en hauteur et de sécurité en milieu hyperbare. Nous avons pu faire état de notre ressenti et de notre participation au défilé du 1^{er} mai ainsi qu'à la conférence internationale.



Après ces débats nous avons rendu visite à un Comité de Défense de la Révolution.

Ces comités ont pour vocation de ne laisser aucun Cubain de côté. Sinon, chaque quartier serait à la merci d'une propagande antirévolution qui chercherait à instrumentaliser le peuple dans la contre révolution voulue par l'impérialisme étatsunien. Ou encore, cela pourrait aboutir à la mise en place de révolutions colorées, ou de putschs, comme nous avons pu le voir avec la tentative d'imposer, par les Américains et soutenue par la France, la marionnette Guaido comme Président du Venezuela, sans passer par une élection. Ces tentatives d'ingérence ne seraient possibles qu'avec des citoyens délaissés.

Pour lutter contre la pauvreté, des maisons de quartiers sont mises en place pour que la collectivité puisse se retrouver afin de vivre des moments festifs et culturels. Des dispensaires médicaux avec médecin et infirmière sont mis en place pour palier les besoins de santé et bien sûr l'ouverture d'écoles pour satisfaire à l'éducation.

Ce sont des quartiers qui sont tour à tour réhabilités dans la société.



04 MAI

Le 4 mai, nous avons rencontré le Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie, qui correspond à la plupart des branches professionnelles que nous avons à la FNIC, que ça soit de l'industrie pharmaceutique, du caoutchouc, de la plasturgie, des cosmétiques et de la chimie.

Nous avons pu échanger sur la réponse aux besoins qui par le blocus est largement inférieure à ce qu'elle pourrait être. Nous avons eu une présentation très détaillée sur chaque industrie, chiffrant à l'euro près ce qu'elle pourrait rapporter en l'absence du blocus et ce qu'elle génère aujourd'hui. Le potentiel de développement d'une industrie non marchande mais de réponse aux besoins fait une nouvelle fois ressortir la volonté du choix de société non basé sur le profit mais bien sur la recherche essentielle d'évolution pour et par le peuple.

Nous avons pu une nouvelle fois constater la recherche constante de solutions, de créativité du peuple cubain pour assurer le minimum de richesses industrielles afin de satisfaire les besoins a minima.

Lors de ces échanges, nous aurons la présence de 3 Camarades rotativistes de la FILPAC-CGT et 2 Camarades de la FTM de Bruxelles.



Nous pouvons encore une fois constater que, sur l'ensemble des 9 Secrétaires de secteurs industriels, 8 étaient des femmes, ce qui confirme que la place des femmes est prépondérante, dans les responsabilités syndicales comme dans le domaine professionnel.

Nous aurons, après ces échanges très constructifs, un repas fraternel avec nos Camarades cubains qui nous offriront l'après-midi, la possibilité de profiter de leur base de loisirs réservée au bien être des salariés employés dans ces industries.

Voilà, 7 jours d'un périple très riche humainement, politiquement et syndicalement, qui a donné aux 5 Camarades de la délégation FNIC des émotions et des sensations que seuls ceux qui sont allés dans ce beau pays peuvent comprendre. Ce que nous pouvons souhaiter à tous les Camarades, c'est de pouvoir vivre un jour ce que nous avons pu vivre à CUBA. 7 jours d'échanges et de partage avec des syndicalistes, des professionnels et la population. 7 jours pour comprendre la réalité cubaine, sans tabou sur les réalités, mais toujours avec une ferveur et une joie révolutionnaires. Nous étions venus apporter notre solidarité mais nous sommes repartis remplis d'émotion, de chaleur humaine et avec la conviction qu'une autre société que celle du capitalisme est réalisable.

**Hasta la Victoria Siempre.
Vive Cuba Libre.**

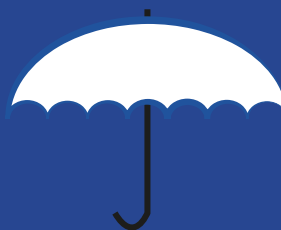
Engagés à vos côtés



Santé



Solidarité



Prévoyance



apgis

APGIS – Institution de prévoyance agréée par le Ministère chargé de la Sécurité sociale
sous le n°930, régie par les articles L931-1 et suivants du Code de la Sécurité sociale.
SIREN N°304 217 904 – Siège social : 12 rue Massue – 94684 VINCENNES cedex

apgis.com



Assemblée générale

Mardi 06 septembre 2022
de 9h00 à 16h30
salle du CCN à Montreuil

Nos Assemblées générales ont toujours été un événement essentiel dans notre Fédération. Et celle de septembre prochain revêt une importance bien particulière.

La crise sanitaire a mis en lumière l'aberration du système économique capitaliste qui domine le monde. Il aurait fallu être très naïf pour imaginer que ceux qui profitent directement de ce système le transforment spontanément, en profondeur, à la sortie de la crise. Alors que la pandémie a mis en lumière la gestion capitaliste de notre système solidaire, Macron, valet du patronat, qui a été réélu par défaut à la tête de l'État, a annoncé la poursuite de sa politique libérale et de casse des conquits sociaux de notre système de protection sociale.

Alors que notre classe a subi de plein fouet cette crise, la classe capitaliste, elle, en a bien profité : près de 70 milliards de dividendes versés en 2021 et le premier trimestre 2022 promet un niveau aussi haut. Et pendant ce temps, les salariés subissent de plein fouet l'inflation annoncée à 5,4 %, plongeant beaucoup de familles dans la précarité financière. Dans combien d'entreprises les accords signés fin 2021, début 2022, répondent à cette augmentation ? Combien de salariés ont perdu du pouvoir d'achat ?

Comme si ce n'était pas suffisant, le gouvernement va appliquer un « plan de résilience » pour faire face à la situation économique, soit une austerité maximum pour les salariés, avec notamment la continuité de son projet de recul de l'âge de la retraite. Nous ne pourrions pas encore rester 5 ans sans réaction de la classe ouvrière. Toute la CGT doit se mettre en ordre de bataille pour contrer les projets destructeurs du gouvernement.

Il est important de prendre conscience que, si nous ne faisons rien, si le salariat, avec la CGT, ne se mobilise pas pour garder et conquérir de nouveaux droits collectifs, le jour d'après sera bien pire que le jour d'avant.

Le changement de système ne pourra se faire que par la mobilisation des travailleurs et par l'arrêt des outils de production dans nos industries.

La CCN de la CGT, dans son appel du 11 mai, a engagé une première action de grève en septembre 2022, dont on ne connaît pas encore la date. Préparons en grand ce jour J de la riposte face aux mauvais coups prévisibles.

Pour toutes ces raisons, il est indispensable que tous les syndicats de notre Fédération s'inscrivent dès à présent à cette Assemblée générale, pour échanger sur la stratégie et le rapport de force à construire afin d'imposer notre projet de société pour le jour d'après.

BULLETIN D'INSCRIPTION INDIVIDUEL

SYNDICAT -----

BRANCHE (CCN)-----CODE POSTAL-----VILLE-----

NOM ----- PRÉNOM ----- E-MAIL -----

PARTICIPE AU REPAS ☐

bulletin à retourner à FNIC-CGT : contact@fnic-cgt.fr



UNE RÉFORME DES RETRAITES INJUSTE ET INJUSTIFIÉE !

Pour la CGT, c'est toujours : 60 ans !

Le projet d'Emmanuel Macron d'allonger l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans est largement minoritaire dans notre pays. Près de 70 % des citoyens le rejettent et sont prêts à s'y opposer, convaincus que c'est une réforme injuste et injustifiée.

La retraite, c'est la santé !

Nous vivons plus vieux et il nous faudrait travailler plus longtemps pour compenser l'augmentation de la durée de vie passée à la retraite et la charge financière que cela fait peser sur le système de santé ?

C'est faux : l'augmentation de l'espérance de vie ne justifie en rien le recul de l'âge légal du départ à la retraite.

Vivre plus vieux va dans le sens de l'histoire, c'est la logique du progrès social. Notre système de protection sociale a permis d'allonger notre espérance de vie. Notre système de retraite solidaire explique que le taux de pauvreté des retraités en France est très inférieur à celui dans les autres pays européens.

Prendre sa retraite à 60 ans, c'est conserver sa santé !

L'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire sans incapacité physique ou mentale, reste inférieure à 64 ans. Repousser ne serait-ce que d'un an l'âge légal de départ à la retraite augmenterait le nombre de travailleurs qui partiraient en mauvaise santé, y compris pour ceux bénéficiant d'un départ anticipé.

Repousser l'âge légal de départ à 65 ans est très injuste au regard de la différence d'espérance de vie entre les plus riches et les plus pauvres, qui peut atteindre treize années !

« Le rôle protecteur de la prise de retraite est très prononcé parmi les personnes dont le travail a été éprouvant, chez les hommes et les femmes. Pour les personnes confrontées à des contraintes physiques, la retraite améliore principalement la santé

générale, tandis que pour les personnes ayant subi des contraintes psychosociales, elle diminue plus sensiblement l'anxiété et la dépression. Les effets bénéfiques les plus visibles de la retraite sont observés dans la population masculine non diplômée et exposée à des contraintes physiques. » (Source : « Enquête santé et itinéraire professionnel »)

L'intensification du travail, ses modifications importantes couplées au vieillissement de la population sont source de dégradations accélérées de la santé. Une réalité qui conduit à une baisse de productivité et d'employabilité. Le capitalisme se prend à son propre jeu : intensifier et prolonger le travail est une aberration économique, y compris libérale.

Seulement 56,2 % des 55-64 ans sont en emploi en 2021

Le recul de l'âge de départ à la retraite aboutirait à une éviction encore plus importante des travailleurs de plus de 55 ans qui sont déjà aujourd'hui nombreux à être au chômage, en incapacité, en situation de handicap ou en inaptitude. Une partie, dont beaucoup de femmes, bascule vers les minima sociaux avant de partir en retraite. Ces populations sont plus exposées à la précarité du travail. Les mutations des modes d'organisation du travail et la dévalorisation de l'expérience professionnelle engendrent une explosion de l'embauche en CDD des plus de 55 ans.

Une autre politique en matière de retraite, par répartition et solidaire, est possible avec les propositions de la CGT

La retraite sans un niveau de revenu décent est aussi une source de dégradation de la santé et des conditions de vie. Il faut donc défendre la baisse de l'âge légal de départ à la retraite avec un niveau de pension **en aucun cas inférieur au niveau du Smic proposé par la CGT (2 000 euros brut).**

Ce principe assure la pérennité de la retraite pour les générations futures et garantit la possibilité d'augmenter les recettes pour répondre aux besoins de toutes et tous.

Le Conseil d'orientation des retraites indique qu'à régime constant, la situation financière du système des retraites n'est pas amenée à se dégrader. L'extension de l'âge du départ à la retraite n'a donc aucune justification en termes de finances publiques. C'est bien un choix purement politique!

La CGT ne défend pas simplement le départ à la retraite à 60 ans, mais propose un taux de

100 % des salariés ayant bénéficié du départ à 60 ans ne peuvent que vouloir que ce progrès soit rétabli et garanti pour leurs enfants et petits-enfants. Alors, mobilisons toutes les générations !



18^{ème} Congrès de la FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

Du 6 au 8 mai 2022 s'est tenu le 18^{ème} Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale à Rome, où la FNIC était représentée par 2 Camarades.

Unis, nous continuons ! Pour la satisfaction de nos besoins contemporains, contre la barbarie impérialiste-capitaliste !

Un nouveau Conseil présidentiel a été élu, avec comme Secrétaire général **Pambis Kyritsis** de Chypre. 61 membres dont 8 femmes et 22 entrants. Le siège reste à Athènes. Avec 426 délégués de 94 pays, ce sont plus de 25 millions d'adhérents qui étaient représentés. Avec 91 interventions durant ces 3 jours, chacune et chacun des intervenants a pu exprimer sa volonté de paix, de soutien aux peuples de Cuba, de Palestine, du Venezuela.

Ce Congrès s'est tenu sur fond de nouvelle crise internationale. La concurrence entre les alliances impérialistes, mais aussi entre les États au sein des alliances, pour le contrôle des marchés, des sources d'énergies et des voies de transport s'intensifie, créant des risques de conflits guerriers de la Méditerranée orientale, de l'Afrique, de l'Asie du Sud-est à l'Arctique et l'Europe. Le combat pour l'émancipation et contre l'hégémonie impérialiste et la domination coloniale a été affirmé, réaffirmé par l'ensemble des camarades des différents continents.

Les Européens présents ont exprimé leur volonté de renforcer les affiliés en Europe. Ainsi, le bureau régional FSM a été situé en Italie et c'est **Pierpaolo Leonardi** de l'USB qui en sera le secrétaire.

Aujourd'hui, la FSM compte parmi ses adhérents des structures confédéralisées, fédéralisées et des syndicats. Et toutes et tous disent que l'internationalisme est l'arme nucléaire de notre peuple. Nous n'avons jamais été neutres, dépendants et sans tutelle. Nous sommes dépendants des valeurs de la lutte des classes.

Lorsqu'une crise dure, qu'elle soit économique ou politique, cela devient un système. Notre lutte au sein de la FSM est celle de la solidarité entre ses membres et du changement de société. Nous nous devons de lutter.

Dans le monde actuel, il existe toujours 2 classes sociales, les capitalistes et la classe ouvrière. La sueur des travailleuses et des travailleurs est volée et va dans les poches de la bourgeoisie. Cette lutte de classe doit continuer à nous guider.

Extrait de l'intervention de la FNIC CGT :



La FNIC-CGT a une longue tradition internationaliste. Durant 20 ans, la fédération a été à la tête de l'ICPS, qui fut l'équivalent de la FNIC au niveau mondial, comme secteur professionnel de la FSM. Notre camarade Alain Covet, décédé en 2020 du Covid, fut Secrétaire général de l'ICPS dont le siège était à Prague. Il impulsa une activité intense au niveau international. L'ICPS fut à l'origine de la rédaction, puis de l'adoption par les Nations Unies, du traité d'interdiction des armes chimiques. C'est aussi l'ICPS qui fut l'instigatrice de la conférence d'Alger en 1968 sur les questions pétrolières et l'élaboration de la revendication antimonopolistique d'État.

La conception et la réalité de notre internationalisme sont de construire des solidarités concrètes entre les travailleuses et les travailleurs. La FNIC travaille de manière ouverte avec les Organisations des autres pays qui sont proches de nos valeurs, de paix, d'égalité femme/homme, de santé au travail respectueuse pour l'humain et son environnement. Notre revendication de garder l'industrie sur notre territoire, la réindustrialisation, portent notre revendication du bouclier anti-dumping social. Nous n'opposons pas les travailleuses et travailleurs que nous sommes en France à d'autres travailleuses et travailleurs hors de nos frontières. La question fondamentale de réponse aux besoins doit être structurante de nos territoires.

Nous nous faisons le relais de chaque évènement de syndicat de la FSM à l'international auprès de nos syndicats. Parce que, être conscients des luttes, des évènements marquants hors de nos frontières, nous oblige.



Pambis Kyritsis

Nous avons mené aussi plusieurs campagnes en faveur de nos sœurs et frères palestiniens. L'avocat franco-palestinien, Salah Hamouri, est encore en prison. Une campagne de solidarité est de nouveau à l'œuvre pour lui et tous les prisonniers palestiniens. La FNIC-CGT est membre de la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), qui vise à peser sur le régime d'apartheid qui sévit en Palestine par l'État d'Israël. Boycoter Israël, c'est aussi refuser d'acheter des fruits et légumes estampillés Israël au supermarché car, en réalité, produits dans les territoires palestiniens occupés. Boycoter Israël ce n'est pas boycotter les Israéliens qui manifestent pour la paix et la fin des occupations.

Notre internationalisme est d'abord de classe. Il a pour base la conscience partagée qu'au niveau mondial, la masse des prolétaires augmente en même temps qu'augmentent les immenses fortunes des milliardaires apatrides. Nous ne sommes plus à l'époque où une part, même faible, des gains de productivité, étaient distribuée aux travailleuses et aux travailleurs. Cette époque est révolue. Nous sommes à l'heure mondiale d'un impérialisme décomplexé et destructeur de l'espèce humaine et de son environnement. Notre internationalisme FNIC-CGT ne peut donc être ni euro-centré, ni capitalo-centré. Nous ne pouvons pas déléguer notre internationalisme à la CES, qui est une institution de l'Union européenne et qui accompagne le Capital.

Au contraire, notre internationalisme doit se concrétiser en engagements concrets, en postures claires à partir des réalités auxquelles les travailleuses, les travailleurs de chaque pays sont confrontés.

Les femmes, les travailleuses doivent prendre toute leur place dans les Organisations syndicales, dans les organisations politiques. Car cette combinaison de la lutte économique avec la lutte politique contribue à la lutte des classes.

Il est temps que le capitalisme et le patriarcat cessent. Peu importe que l'économie soit verte ou basée sur les énergies fossiles, si c'est le capitalisme qui est à la manœuvre, ce sera toujours au détriment des enfants, des femmes, des hommes et de l'environnement ».



Le document « Thèses et Priorités » a été approuvé par l'ensemble des Camarades congressistes. Et c'est la date du 1^{er} septembre qui a été choisie pour être la journée internationale d'action des syndicats de la FSM pour la Paix. Aujourd'hui, la lutte pour la paix, l'amitié et la coopération internationale entre les Peuples devient une priorité importée. Cette lutte doit être durable et stable.



Samedi 7 mai, la FNIC-CGT a fait partie de la délégation du Congrès à la commémoration du massacre du 23 mars 1944.

Il y a 25 ans, deux anciens officiers nazis étaient condamnés à la prison à vie pour leur participation au massacre des Fosses ardeatines en 1944. Avec 335 victimes, c'est l'une des pires tueries commises en Italie pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le 24 mars 1944, 335 Italiens étaient exécutés par les SS en représailles d'un attentat contre les soldats allemands. La tuerie est une réponse à une attaque à la bombe commise la veille par un commando de douze résistants italiens contre une colonne de soldats SS, via Rasella à Rome. La capitale était alors occupée par les Allemands depuis la chute du Duce et le débarquement des Alliés en Sicile. Le prix à payer, édicté par Hitler, est de dix otages exécutés pour chaque soldat allemand assassiné. Trente-trois soldats ayant été tués, le lieutenant-colonel SS Herbert Kappler, organise en conséquence la rafle de 200 Italiens parmi les détenus politiques de la prison de Regina Coeli. Le compte n'y étant pas, il l'élargit aux autres détenus puis à 75 juifs du ghetto de Rome.

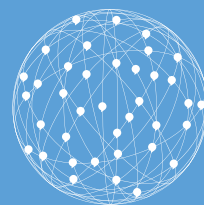
Les otages sont emmenés dans une carrière du quartier Ardeatino au sud-est de la ville. À l'entrée de la grotte, ils doivent décliner leur identité au capitaine Erich Priebke, chargé de cocher les noms sur une liste. Ils sont ensuite abattus les uns après les autres d'une balle dans la nuque. Trois jours plus tard, l'entrée des carrières est détruite à l'explosif. La plus jeune victime avait quinze ans.

Ce massacre à grande échelle est resté gravé dans les mémoires italiennes tel celui d'Oradour-sur-Glane, en France.





SECAFI
GROUPE ALPHA



ATLANTES
AVOCATS

Préparez votre nouveau cycle électoral

***Donnez-vous
les moyens de faire
fonctionner
efficacement
votre CSE***

Cet accompagnement
personnalisé vous permettra
de préparer votre élection
en deux étapes :

1

Diagnostic de votre 1^{er} mandat

2

Réunion de synthèse

www.secafi.com • contact@secafi.com • 01 53 62 70 00
www.atlantes.fr • info@atlantes.fr • 01 56 53 65 00

